

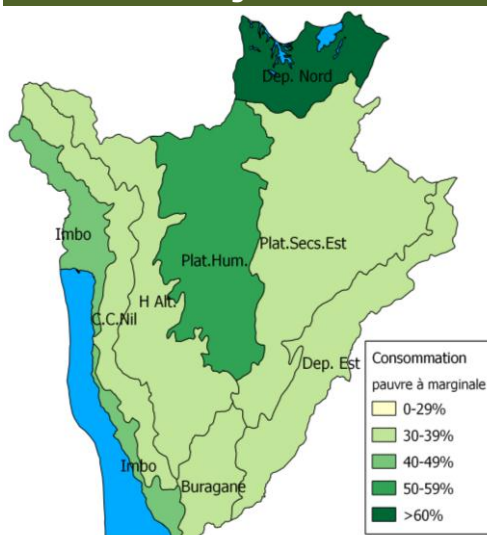
Burundi

Système de Suivi de la Sécurité Alimentaire - FSMS

En bref

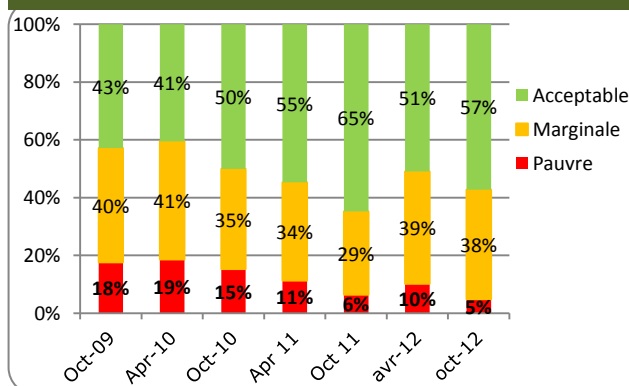
- En juillet 2012, le cadre de l'IPC (*Integrated Food Security Phase Classification*) classait les Zones de Moyens d'Existence (ZME) des Plateaux Humides et de la Dépression de l'Est en phase de crise alimentaire aigüe avec crise des moyens d'existence (phase 3) et le reste du pays en situation d'insécurité alimentaire modérée (phase 2).
- Fin octobre 2012, **43%** des ménages enquêtés sont en **insécurité alimentaire** avec une consommation marginale à pauvre (contre 38% en octobre 2011). Plus de **50%** de ces ménages vivent dans les Zones de Moyens d'Existence (ZME) de la **Dépression du Nord** et des **Plateaux Humides**.
- Bien que la situation semble se dégrader et principalement dans ces deux ZME depuis les prévisions de l'IPC en juillet 2012, la tendance générale montre une **amélioration** de la consommation alimentaire depuis octobre 2009 avec une diminution de la consommation pauvre de 18 à 5% des ménages. Plus particulièrement, **dans l'Est du pays**, le taux de ménages en insécurité alimentaire a diminué de 49% à 37% dans la ZME Dépression de l'Est et de 51% à 30% dans les Plateaux Secs de l'Est depuis la dernière période de soudure d'avril 2012.
- Les prix des denrées alimentaires de base ont augmenté avec l'entrée en période de soudure à partir d'octobre et cela malgré l'exemption des taxes à l'importation sur les denrées alimentaires de base. **Les prix des principales denrées** de base (riz, haricot, maïs, farine de manioc) ont connu une **augmentation** oscillant en moyenne autour des **20%** entre août (avant soudure) et novembre 2012 (soudure).
- La dépréciation continuelle du Franc Burundais constitue un frein aux importations alimentaires et a un impact considérable sur les termes de l'échange (pouvoir d'achat) des ménages.
- Environ **65%** des ménages enquêtés ont signalé avoir subi un choc au cours des six derniers mois. L'**inflation** est le choc principal pour 25% des ménages. En moyenne nationale, le CSI passe de 15 en octobre 2011, 20 en avril 2012 à 15.5 en octobre 2012.
- La ZME **Dépression du Nord** est fortement touchée par l'insécurité alimentaire (68% des ménages et un Indice d'adaptation alimentaire de 29) alors que les dernières récoltes ont été fructueuses et qu'aucun choc externe n'a affecté la population. La stratégie de vente sur pied des récoltes aux différents grossistes de la région semble être à la source de ce problème.

Pourcentage de ménages avec une consommation alimentaire pauvre à marginale



Source: PAM, FSMS octobre 2012

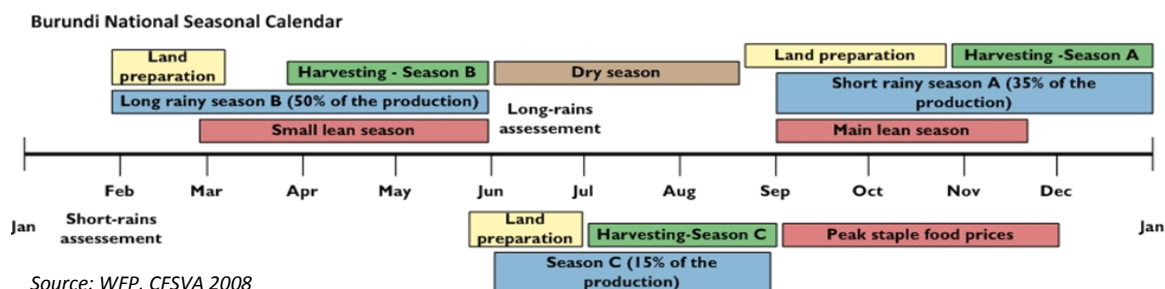
Evolution des groupes de consommation alimentaire au cours du temps



Source: PAM, FSMS octobre 2012



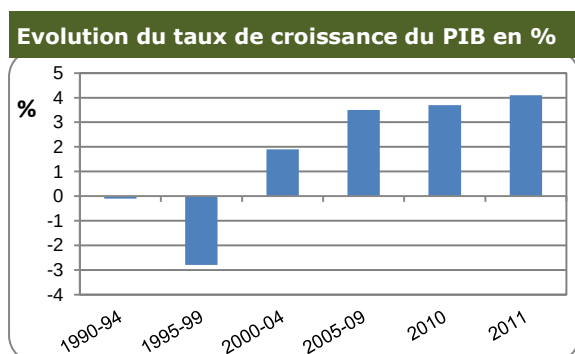
Conditions pluviométriques et perspectives de récolte de la saison 2013A



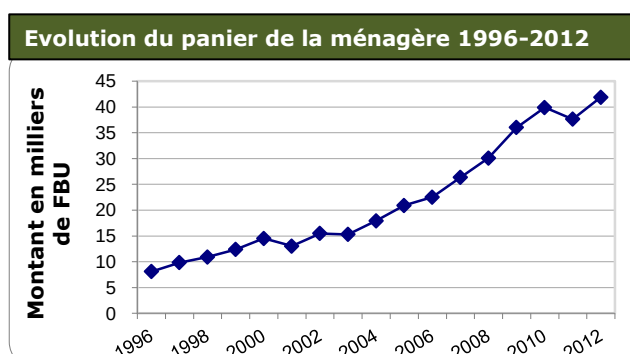
L'essentiel des semis pour la saison 2013A en cours a été réalisé dans les délais sauf pour certaines localités de la dépression de l'Est où ils ont été légèrement décalés à cause de l'arrivée tardive des pluies. Les statistiques de l'IGEBU¹ font état d'une pluviométrie normale avec une tendance à l'excès par endroits. Quelques cas d'aléas climatiques ont été signalés. D'après les résultats de ce FSMS, une proportion de ménages considère que l'érosion et fortes pluies (17,4%), l'inondation (10,6%), la grêle (15,7%) et le déficit hydrique (16,5%) ont été des facteurs perturbant de la saison culturale.

Les perspectives des récoltes de la première saison culturale 2013A pourraient être proches de la normale dans un contexte d'accès limité aux intrants agricoles de qualité et à la terre particulièrement dans la Zone des Plateaux humides (provinces de Ngozi, Kayanza et Gitega). Néanmoins, l'abondance des pluies dans certains endroits risquent d'affecter les rendements de certaines cultures comme les légumineuses et céréales sensibles aux écarts pluviométriques alors que les cultures de tubercules et bananes en bénéficieront.

Conditions économiques



Source: World Bank Development Indicators, 2012



Source: FAO, 2012

Sur fonds d'une vision 2025 du développement intégral du Burundi et d'un cadre stratégique de lutte contre la Pauvreté deuxième génération (CSLP2) le Burundi a réuni fin octobre 2012 une table de bailleurs de fonds à Genève dont les promesses des partenaires ont été largement prometteuses. Environ 2.6 milliards de dollars US ont été promis au Gouvernement du Burundi, dont le décaissement est généralement basé sur les principes de bonne gouvernance et de démocratie.

Par ailleurs le pays reste fortement dépendant du financement extérieur qui représentait 24 % du PIB en 2010. Face à un PIB au prix du marché de 1843,9 milliards de francs burundais en 2010, la dette extérieure s'élève à 527,7 milliards de francs burundais, la dette intérieure à 429,7 milliards dans la même année. En 2010, le taux de couverture entre importations et exportations était de 20%. Avec un PIB par tête de 271 dollars US et un taux de croissance de 4.1 % en 2011 le Burundi est l'un des pays les plus pauvres du monde. En effet, en 2006, selon le rapport de l'enquête QUIBB², 67 % des burundais vivaient en dessous du seuil de pauvreté.

L'indice des prix à la consommation et le panier de la ménagère ne cessent de croître chaque année. Le pic de l'année a été observé au mois d'avril 2012 avec 1220,4 Fbu pour l'indice de consommation alimentaire et 1162,5 Fbu pour l'indice général de consommation.

¹ IGEBU = Institut Géographique du Burundi

² QUIBB = Questionnaire Indicateur de Base du Bien-être



Disponibilité alimentaire

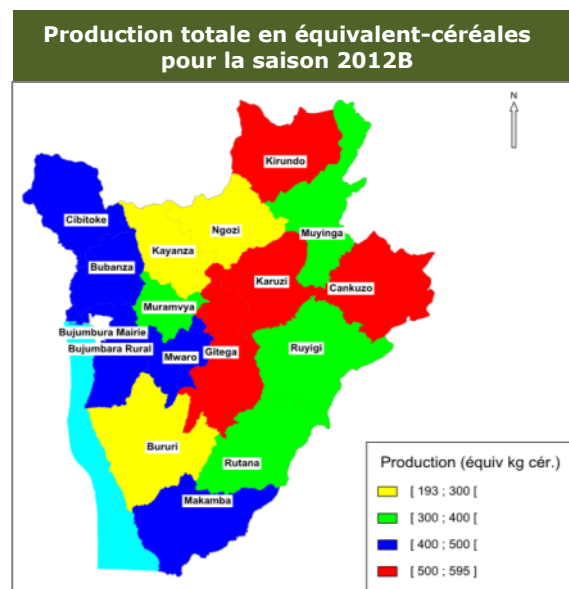
Bien que les perspectives de récoltes soient encourageantes, un apport en importations et en aide alimentaire sera nécessaire.

Production agricole

D'après l'Enquête Nationale Agricole du Burundi (ENAB 2011-2012) la production agricole des deux principales saisons culturales A et B (85-90% de la production annuelle) représente environ 1.122.128 tonnes d'équivalent-céréales. Cette production représente +/- 222 jours de consommation sans considérer les autres usages non alimentaires. Partant des résultats des deux principales saisons A et B et en extrapolant au mieux la production de 2012³, la production totale pour la saison de 2012 ne représenterait que 70% des besoins alimentaires d'une population d'environ 8.500.000 de personnes.

L'ENAB 2011-2012 estime qu'en moyenne un ménage agricole a produit, au cours de l'année 2012, environ 721 kg d'équivalent-céréales (dont 244kg en saison A et 477kg en B).

La cartographie de la production en équivalent-céréales par ménage montre que les provinces de Ngozi, Kayanza et Bururi ont enregistré la plus faible performance avec une production ≤ 300 kg d'équivalent-céréales/ménages suivies des provinces principalement de l'Est Ruyigi, Rutana et Muyinga avec 300-400kg/ménage.



Source: ENAB 2011-2012 (saison B)

Elevage

Au niveau de l'élevage, l'enquête agricole enregistre une moyenne de 0,53 UBT⁴ /ménage tout en retenant que 25,7% des ménages ne possède aucun animal.

- 82,2% des ménages agricoles ne possèdent pas de bovins ;
- 35,9% des ménages agricoles ne possèdent ni bovin, ni caprins, ni ovin et ni porcin ;
- 31,5% des ménages agricoles ne possèdent ni bovin, ni caprin, ni ovin, ni porcin, ni lapin et ni cobaye ;
- 5,8% des ménages agricoles ne possèdent que quelques têtes de volaille ;

Pêche

L'enquête agricole a recensé plus de 40.000 ménages pratiquant la pêche et la pêche lacustre est de loin la plus pratiquée. Au cours de la saison 2012B, les quantités de poisson pêchées ont été estimées à 1.983 tonnes. En volume de pêche, la province de Kirundo (57,8%) vient nettement en tête suivie de Muyinga (20,7%)⁵.

Importations alimentaires

Les importations alimentaires indispensables pour combler le déficit restent fortement limitées par le faible pouvoir d'achat et la dépréciation de la monnaie locale par rapport aux autres devises.

Mi-mai 2012 une mesure de suspendre les taxes à l'importation sur quelques denrées alimentaires a été décrétée pour alléger la pression sur les prix des denrées de base devenant de moins en moins accessibles au ménage moyen. La mesure devra prendre fin avec la fin de l'année 2012.

Stocks

Le Burundi ne dispose pas de stocks alimentaires de secours. En cas de besoin additionnel, le marché international et l'aide alimentaire doivent couvrir les besoins internes, ce qui rend le pays très sensible aux fluctuations des marchés internationaux (en termes de prix et de disponibilité).

L'analyse IPC⁶ de juillet 2012 avait estimé les stocks des ménages à 2 mois pour les céréales, 3 mois pour les légumineuses et 4 mois pour les tubercules et bananes au niveau national. La ZME de Crête Congo Nil était largement déficitaire avec une durée moyenne de réserves alimentaires de 1,5 mois.

³ Source : Enquête Nationale Agricole du Burundi, saison 2012B. MINAGRIE, 2012.

⁴ L'Unité Bovin Tropical équivaut à 250kg

⁵ Source : Economie Burundaise 2010. Ministère du Plan et du Développement Communal. Septembre 2011

⁶ L'IPC (Integrated Food Security Phase Classification) est en place au Burundi depuis 2007 grâce à la collaboration du MINAGRIE, MINISANTE, FAO, PAM, UNICEF, CRS et le RESO des ONG. Il est réalisé deux fois par an après la période des récoltes en janvier et en juillet.



Accès à la nourriture

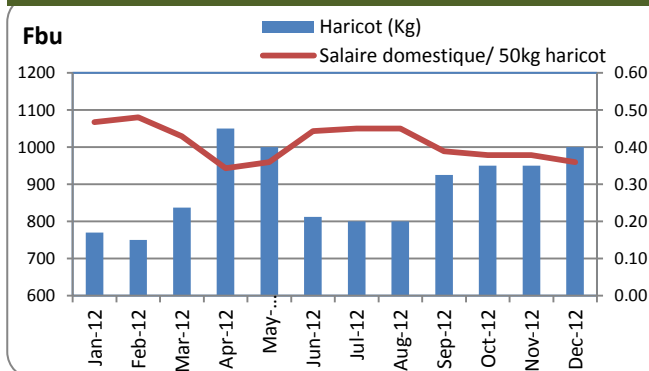
L'inflation progressive et constante ainsi que la dévaluation de la monnaie locale réduisent considérablement le pouvoir d'achat des ménages burundais.

Hausse des prix, pouvoir d'achat et terme de l'échange

Le prix des vivriers déjà élevé depuis 2011 a connu un pic durant le premier semestre 2012 jusqu'à motiver la suspension temporaire des taxes à l'importation sur les denrées alimentaires de base depuis mi-mai 2012. Une nouvelle augmentation a été enregistrée à partir d'octobre avec l'entrée en période de soudure et ce jusqu'aujourd'hui. Les prix ne pourront fléchir qu'avec les prochaines récoltes en janvier 2013.

Cette augmentation des prix des denrées alimentaires et des biens en général accompagné d'une dévaluation du franc burundais (1242 FBU/USD au 01/12/2011 à 1518 FBU/USD au 01/12/2012) a un impact considérable sur le pouvoir d'achat des ménages étant donné que les salaires n'ont pas connu d'ajustement.

Evolution des termes de l'échange 'salaire d'un travailleur domestique/prix du haricot'



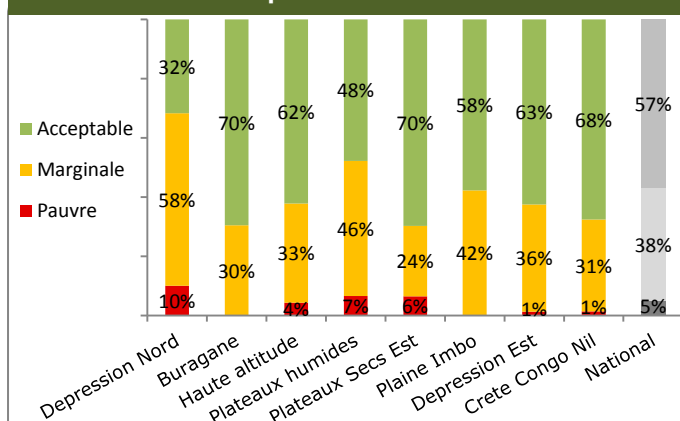
Source: suivi des prix PAM/ISTEEBU 2012

Source de revenus

Les deux tiers (2/3) du revenu des ménages proviennent de l'activité principale qui est essentiellement l'agriculture vivrière (pour 89,5% des ménages). La seconde activité, basée essentiellement sur le travail journalier (pour 38,3% des ménages), contribue pour le tiers restant. L'agriculture de rente et l'élevage sont également des activités génératrices de revenus pour respectivement 24% et 11% des ménages.

Consommation alimentaire

Pourcentage de ménage par groupes de consommation alimentaire par ZME – Octobre 2012



Source: PAM, FSMS octobre 2012

L'analyse du score de consommation alimentaire (SCA)⁷ combinant la fréquence et la diversité des aliments consommés dans les 7 derniers jours précédents l'enquête montre que sur l'ensemble du pays (Bujumbura Mairie exclu), **43%** des ménages pourraient être considérés comme en **insécurité alimentaire** si on s'en tient à leur consommation alimentaire pauvre (5%) à marginale (38%).

Les ZME de la **Dépression du Nord** (Bugesera) et **des Plateaux Humides** comptent la plus grande proportion de ménages avec une consommation pauvre à marginale **dépassant 50% des ménages**.

La dernière analyse IPC de juillet 2012 avait classé les **Plateaux Humides** en Phase 3⁸. En effet, les aléas climatiques couplés aux problématiques structurelles telles que l'exiguïté des terres, la pression démographique entraînant la surexploitation du sol (et en conséquence la perte de la fertilité) avait expliqué une production insuffisante ne pouvant pas satisfaire les

besoins alimentaires des ménages de cette zone. En juillet 2012, malgré les récoltes de la saison 2012B, 25% des ménages de cette zone avaient une consommation alimentaire marginale.

Par contre la situation paraît paradoxale dans la ZME de **Dépression du Nord** où la situation de faible consommation alimentaire diverge avec la dernière bonne récolte de la saison 2012B qui aurait dû quantitativement couvrir les besoins alimentaires jusqu'à la prochaine récolte (cette zone était classée en phase 2 IPC en juillet 2012). Cependant les informations qualitatives des informateurs – clés de la zone semblent justifier la situation par le fait que les perspectives de bonnes récoltes dans la zone, naguère grenier du pays, attirent la spéculation commerciale qui se lance dans l'achat des récoltes sur pieds surtout des céréales et légumineuses pour qu'enfin de compte les ménages se retrouvent avec seulement les tubercules pour alimenter leur famille.

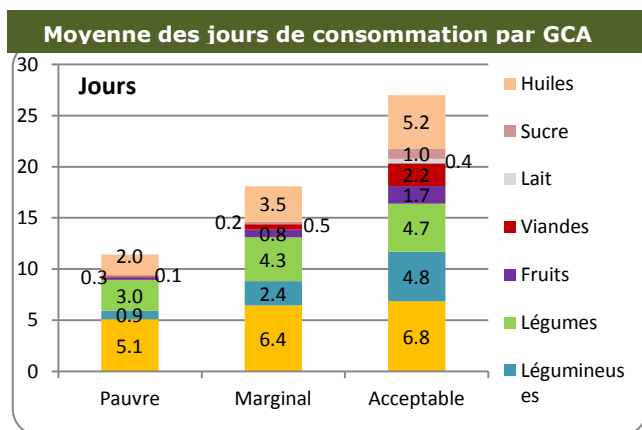
⁷Le score de consommation alimentaire (SCA) est un indicateur proxy de l'insécurité alimentaire. Il est admis qu'une consommation alimentaire acceptable (SCA>35) équivaut à un état de sécurité alimentaire tandis qu'une consommation alimentaire marginale (21>SCA≤35) ou pauvre (SCA≤21) correspond respectivement à un état d'insécurité alimentaire modéré ou sévère.

⁸ Phase IPC : 1 - sécurité alimentaire ; 2- insécurité alimentaire modérée ; 3-crise alimentaire aiguë avec crise des moyens d'existence, 4-Urgence humanitaire, 5-Famine/Catastrophe humanitaire



En comparaison avec la même période de soudure d'octobre 2011 (cfr. graphique page 1), la situation montre une légère dégradation de la sécurité alimentaire en général. La proportion des ménages avec une consommation marginale à pauvre était de 35% en octobre 2011 contre 43% cette année. Toutefois, la tendance générale montre une amélioration de la consommation alimentaire avec un taux de consommation pauvre diminuant de 18% à 5% depuis Octobre 2009 à nos jours.

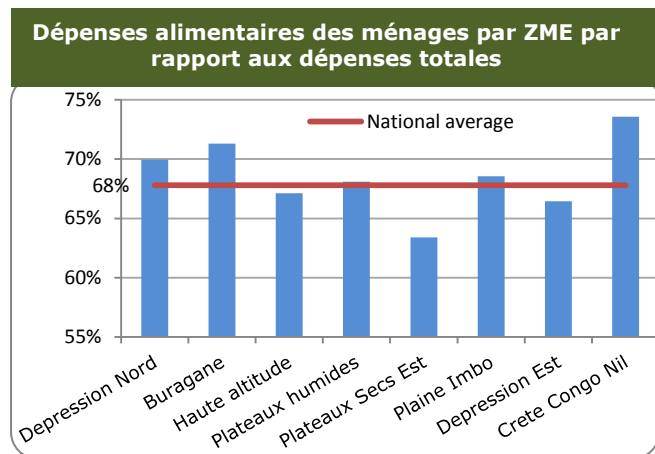
Et par rapport, à la période de soudure d'avril 2012, la situation s'est légèrement améliorée dans les ZME de **Dépression de l'Est** et **Plateaux Secs de l'Est** où le pourcentage de ménages avec une consommation pauvre à marginale passe respectivement de 49% à 37% et de 51% à 30%. En juillet 2012, le cadre IPC avait classé la Dépression de l'Est (région du Moso) en phase 3 dû fait des mauvais aléas climatiques enregistrés pendant les saisons 2012B, l'insécurité alimentaire à caractère chronique, les dégâts causés aux cultures par la mosaïque sévère du manioc et le flétrissement bactérien du bananier, la limitation des importations à partir de la Tanzanie.



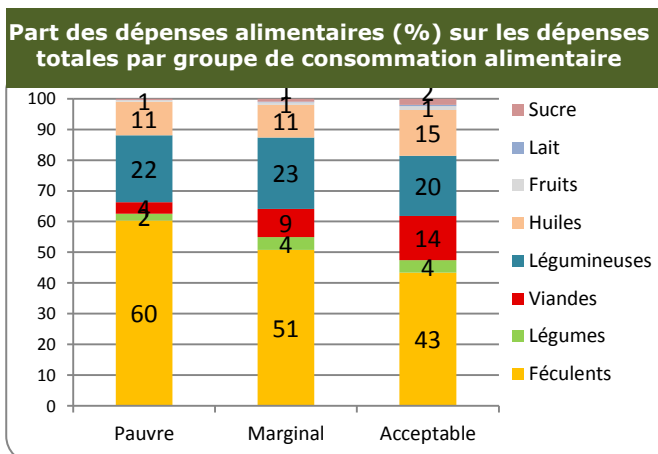
Source: PAM, FSMS octobre 2012

Le groupe de ménages avec une consommation acceptable consomme presque régulièrement les féculents, les légumineuses, l'huile, les légumes et quelque fois la viande, les fruits. Par contre si les ménages pauvres consomment régulièrement les féculents, ils ne consomment que quelques fois les légumes et l'huile, rarement les légumineuses (1 jour sur 7) et presque jamais la viande et les fruits. Ils n'ont donc pas de source de protéines. Pour les ménages avec une consommation marginale, la fréquence de consommation de viande reste faible mais cependant la consommation de légumineuses augmente ainsi que celle des légumes. Leur régime est plus varié mais reste limité en consommation de protéines aussi bien d'origine végétale qu'animale.

Dépenses des ménages



Source: PAM, FSMS octobre 2012



Source: PAM, FSMS octobre 2012

Les résultats du dernier FSMS montre que l'essentiel du revenu (approximé à partir des dépenses) des ménages est affecté à l'alimentation. Ainsi en moyenne les dépenses alimentaires représentent 68% des dépenses globales des ménages. Quatre (**Dépression Nord, Dépression Est, CCN et Buragane**) des huit ZMEs ont une proportion de dépenses alimentaires dépassant cette moyenne nationale. Généralement les dépenses alimentaires élevées se font au détriment d'autres dépenses essentielles y compris celles relatives à l'amélioration de la production future (ex. intrants).

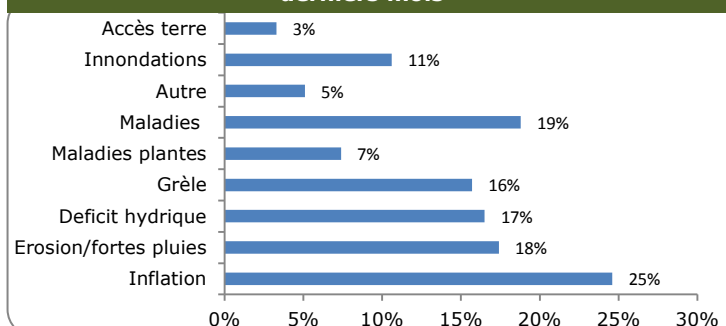
La proportion des dépenses allouées aux féculents est la plus importante suivie de celles allouées aux légumineuses chez les trois groupes de consommation alimentaire (GCA). Cependant les ménages avec une consommation pauvre dépensent plus pour les féculents que les autres (60% contre 43% chez les ménages avec une consommation acceptable). Les ménages avec une consommation acceptable dépensent plus sur la viande, l'huile et le sucre que les autres groupes.

NB. Des dépenses non alimentaires, 26% ont été affectées à l'achat de l'alcool et de tabac.



Chocs externes aux ménages et stratégies d'adaptation à la consommation

Principaux chocs subit par les ménages au cours des six derniers mois



Source: PAM. FSMS octobre 2012

Environ 65% des ménages enquêtés ont signalé avoir subi au moins un choc durant les six derniers mois. Et les chocs considérés comme les plus importants⁹ sont l'inflation (24.6%), les maladies humaines (18.8%), ceux liés à la pluviométrie etc.

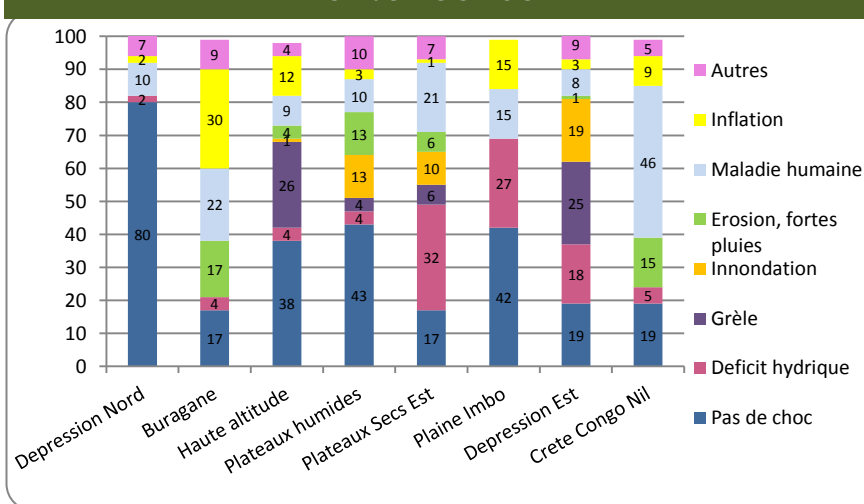
La majorité des ménages enquêtés de la ZME **Crête Congo Nil, du Buragane, de la dépression et plateaux secs de l'Est** ont été affectés par un choc.

Les ménages de la Crête Congo Nil ont surtout été frappés par les maladies (46%). Les Plateaux Secs et la Dépression de l'Est ainsi que la plaine de l'Imbo ont été affectés par le déficit hydrique. La grêle a particulièrement sévit dans la Haute Altitude et la Dépression de l'Est.

Par contre seulement 20% des ménages de la Dépression du Nord ont été affectés par un choc et principalement par des maladies affectant un membre du ménage.

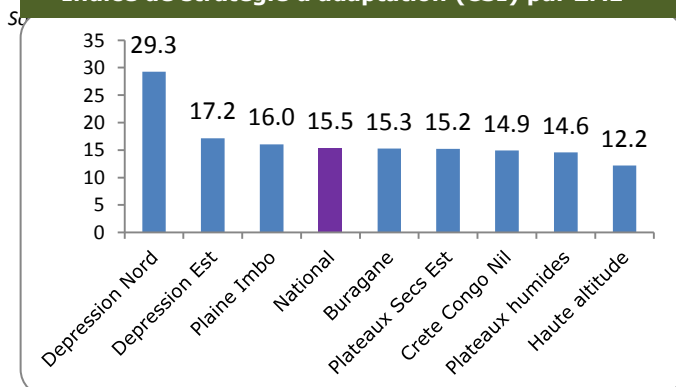
L'analyse des communes classées en Phase 3 IPC depuis 2008 montre que les ZME Dépressions du Nord et Dépressions de l'Est sont touchées de manière récurrente par l'insécurité alimentaire et cela de même mais dans une moindre mesure pour les Plateaux Humides et la Plaine de l'Imbo¹⁰.

Premier choc affectant les ménages des différentes ZME au cours des six derniers mois



Source: PAM, FSMS octobre 2012

Indice de stratégie d'adaptation (CSI) par ZME



Source: PAM. FSMS octobre 2012

Au niveau de l'indice réduit de stratégies d'adaptation à la consommation (CSI)¹¹ qui est normalement corollaire aux chocs subits, celui-ci est de 15,5 en moyenne. Globalement, le CSI n'a que faiblement varié par rapport à octobre 2011 passant de 15 à 15,5.

Les CSI élevés se retrouvent dans la Dépression du Nord suivi de Dépression de l'Est et de la plaine de l'Imbo. Par rapport à octobre 2011 et au regard du niveau actuel du CSI la situation paraît en **détérioration dans les zones de Dépression du Nord** (22 à 29), Dépression de l'Est (9 à 17), Crête Congo Nil (11 à 15) alors qu'elle s'améliore ailleurs. La tendance du CSI élevé dans la Dépression du Nord confirme le niveau de consommation alimentaire pauvre à marginal pour 68% des ménages enquêtés même si cette situation semble diverger du niveau de production agricole de cette région.

⁹ Ont été considérées, les premiers et deuxièmes chocs cités par les ménages.

¹⁰ Analyse des données secondaires sur la sécurité alimentaire, vulnérabilité et nutrition, PAM, Octobre 2012

¹¹ Le CSI (*coping strategy index*) est un indicateur du PAM qui fait référence à 12 mécanismes. Cependant, afin de faciliter les comparaisons, le PAM utilise à présent un indice réduit aux 5 mécanismes suivant : consommer des aliments moins appréciés/moins chers, emprunter de la nourriture ou dépendre de l'aide d'amis/parents, limiter la taille des portions au repas, limiter la consommation des adultes au profit de celle des jeunes enfants, réduire le nombre de repas par jour.



Santé et nutrition

Deux enfants sur trois âgé de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique.

Situation nutritionnelle

D'après l'EDS 2010, 57,7% d'enfants de moins de 5 ans présentaient un retard de croissance, ce qui correspond à un niveau de sévérité très élevé de malnutrition chronique¹². Ce taux est comparable à celui de 2000 où il était de 56,8 %¹³. Le pourcentage de malnutrition chronique augmente avec l'âge, atteignant 66% chez les enfants de 2 ans et 63,3% chez les enfants de 4 ans. En effet, c'est principalement chez les enfants de 2 ans qu'on observe la plus haute prévalence de malnutrition chronique¹⁴. Les statistiques de l'EDS 2010 ont montré également que les enfants de 6 à 18 mois sont en situation de malnutrition aiguë élevée.

Situation sanitaire

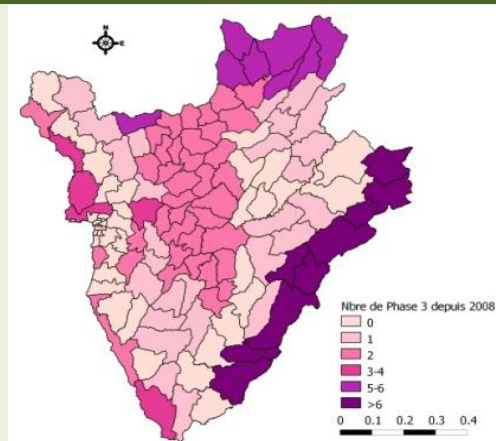
On note une grande prévalence de la mortalité due aux infections respiratoires et les maladies liées au manque d'eau potable et d'assainissement. En effet, la pneumonie engendre la plus grande proportion de décès (19,3%) suivi par la diarrhée (15,2%). Afin d'atteindre l'objectif 4 du millénaire pour le développement (réduire la mortalité des enfants de moins de cinq ans), il s'avèrera nécessaire d'avoir des programmes de santé publique visant la prévention de ces infections respiratoires ainsi que des programmes de vaccination. En effet, les conditions d'alimentation et d'hygiène constituent une des contraintes majeures à l'atteinte de cet objectif 4¹⁵. On note également que le VIH/Sida est la cause de décès de 6,9% des enfants de moins de 5 ans.

Conclusions

Globalement la tendance générale montre une **amélioration** de la consommation alimentaire depuis octobre 2009 (FSMS) avec une diminution de la consommation alimentaire pauvre de 18 à 5%.

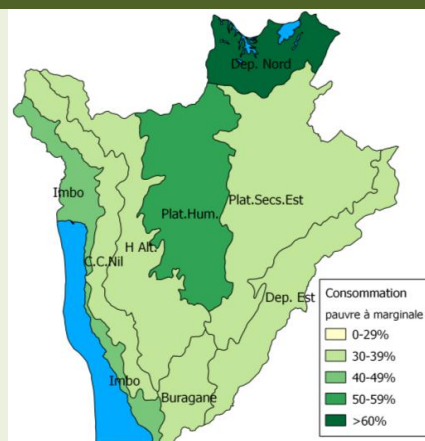
Cependant par rapport au FSMS d'octobre 2011, la proportion des ménages avec une consommation alimentaire pauvre à marginale a augmenté de 35% à 43% et l'indice des stratégies de survie (CSI) est passé de 15 à 15,5. Toutefois, la situation actuelle de la période de soudure pourra s'améliorer avec les prochaines récoltes prévues au mois de janvier 2013 même s'il reste peu probable que les 5% des ménages avec une consommation pauvre puissent se retrouver en sécurité alimentaire.

Fréquence des communes en insécurité alimentaire aiguë (phase 3 IPC) depuis 2008



Source: PAM, SDA octobre 2012

Pourcentage de ménages avec une consommation alimentaire pauvre à marginale - Octobre 2012



Source: PAM, FSMS octobre 2012

¹² Source : Enquête Démographique et de Santé, 2010. Rapport final. ISTEEBU-MSPLS-ICF. Mai 2012.

¹³ Source : Enquête Nationale d'Evaluation des Conditions de vie de l'Enfant et de la Femme au Burundi. ISTEEBU-UNICEF, 2001.

¹⁴ Source : Enquête sur les Connaissances, les Attitudes et Pratiques (CAP), les sources et les préférences en matière de communication pour la survie et le développement de l'enfant. UNICEF, 2011.

¹⁵ Source : Rapport Burundi sur le Objectifs du Millénaire pour le développement. PNUD, 2010



Au niveau des zones de moyens d'existence, l'analyse des communes classées en Phase 3 IPC depuis 2008 montre que les ZME Dépressions du Nord et Dépressions de l'Est sont touchées de manière récurrente par l'insécurité alimentaire et cela dans une moindre mesure pour les Plateaux Humides et la Plaine de l'Imbo.

La combinaison du SCA et du CSI montre que la situation en octobre 2012 s'est détériorée ou reste problématique dans les ZME (ou zones IPC) de la **Dépression du Nord** et des **Plateaux Humides** depuis la dernière analyse IPC de juillet 2012. La situation dans la Dépression du Nord paraît singulière du fait que l'amélioration de la situation de la sécurité alimentaire ne semble pas corrélée avec l'amélioration de la production agricole ce qui laisse penser à une mauvaise gestion des récoltes ou encore l'impact des ventes anticipées (sur pied) ou autres mécanismes d'usure fréquents dans la zone. Pour les plateaux humides, il s'agit plutôt d'un problème structurel d'exiguïté des terres et d'accès aux ressources.

Par contre, la situation a tendance à s'améliorer **dans l'Est du pays**, où le taux de ménages en insécurité alimentaire a diminué de 49% à 37% dans la ZME Dépression de l'Est et de 51% à 30% dans les Plateaux Secs de l'Est depuis la dernière période de soudure d'avril 2012.

Perspectives et recommandations

Les prochaines récoltes, attendues dès janvier 2013, devraient avoir un impact positif sur la situation de la sécurité alimentaire. Cependant un certain nombre d'aspects restent à surveiller dont entre autres :

- Les fortes pluies de fin de la première saison qui risquent d'occasionner des pertes sur les récoltes encore en champs.
- La situation des prix des vivriers qui restent élevés à la veille de la récolte alors que la mesure de suspension des taxes à l'importation sur les denrées alimentaires prendra fin avec décembre 2012.
- La dépréciation continue de la monnaie Burundaise qui pénalise les importations en général et les importations alimentaires en particulier.

Information de base sur le suivi de la sécurité alimentaire au Burundi

Le système de suivi de la sécurité alimentaire est à sa 22^{ème} édition depuis 2005 et le suivi actuel fait référence à l'analyse globale de la sécurité alimentaire et la vulnérabilité de 2008 (AGSAV) en collectant des données sur environ 950 ménages-repères tirés des 5.500 ménages (échantillon de base) pour faire le point sur la tendance des indicateurs-clés de la sécurité alimentaire. La collecte d'information pour le suivi alimentaire FSMS est menée deux fois par an, en avril et en octobre durant les périodes de soudure. Le suivi est conduit en alternance avec l'évaluation conjointe des récoltes et approvisionnements alimentaires/CFSAM qui a lieu durant les périodes de récoltes (Janvier et Juin). La présente analyse a porté sur 826 ménages enquêtés (86% des ménages-repères) avec des réponses valides réparties dans les 8 zones de moyens d'existence ; « Dépression Nord=60 », « Dépression Est=80 », « Plateaux Humides=245 », « Plateaux Secs Est=109 », « Buragane=23 », « Crête Congo Nil=74 », « Haute altitude=209 » et « Plaine de l'Imbo =26 ».

32 techniciens des DPAEs formés aux notions de base de la sécurité alimentaire et à la technique de collecte des données à l'aide des PDA ont collecté les données pendant deux semaines avant de les transférer à la section VAM pour le traitement et l'analyse.

Pour plus d'informations: Jean Mahwane jean.mahwane@wfp.org et
Anne-Michèle Paridaens annemichele.paridaens@wfp.org



Pour recevoir plus d'informations sur le PAM au Burundi, veuillez contacter:

M. Bienvenu Djossa, Directeur et Représentant du PAM au Burundi

Bienvenu.djossa@wfp.org

Tel. + 257 - 22223072 / 22225671

www.wfp.org/fr



vam
food security analysis